

Privé-public, la dangereuse confusion

Internet ou l'installation de caméras remettent en cause les notions de sphères publique et privée. Quelles en sont les conséquences?

TEXTE | *Clément Bürge*

En 2013, Aristote angoisserait. A l'époque de la Grèce antique, la place publique était le fondement de la démocratie: les Athéniens se réunissaient au cœur de l'Agora et y discutaient des affaires de la cité. Selon le philosophe, la sphère publique permettait de se distinguer des barbares, dont les villages étaient constitués d'une série de huttes, sans lieu de réunion.

A l'heure actuelle, la sphère publique est en péril. «Les notions de public et de privé sont en train de disparaître, analyse le sociologue Sami Coll de l'Université de Genève. Cette distinction est de moins en moins pertinente.» La raison principale? L'émergence des nouvelles technologies, notamment des réseaux sociaux. «Pour la première fois, nos amis, nos professeurs ou nos patrons se retrouvent réunis sur la même plate-forme, en l'occurrence Facebook», explique l'expert. Les réseaux sociaux n'inventent rien. Ils poussent à leur paroxysme des pulsions sociales qui ont toujours existé: «En portant les relations quotidiennes sur l'espace virtuel, le processus de rupture entre vie privée et publique atteint une vitesse jamais vue.»

Internet, les réseaux sociaux et les smartphones redéfinissent également notre conception de l'espace. «Le 'chez moi' devient relatif. Nous pouvons produire des informations ou envoyer un e-mail depuis n'importe où, comme notre bureau

ou notre salon», raconte Sami Coll. Le foyer, auparavant strictement confiné à la vie de famille, s'ouvre au reste du monde. Un décloisonnement qui est particulièrement flagrant sur le plan professionnel, estime Jean-Philippe Trabichet, de la Haute école de gestion de Genève – HEG-GE: «Grâce aux smartphones, notre vie professionnelle ne nous quitte plus. La plupart des gens continuent à être joignables durant le week-end, ce phénomène était peu répandu il y a à peine deux ans.» L'exploitation de ces nouvelles ressources numériques produit aussi un nombre de données jamais vu auparavant. «Chaque fait et geste d'un humain est aujourd'hui enregistré: un message sur un réseau social est sauvegardé sur le web, un achat au supermarché par une carte de crédit ou de fidélité, un trajet en voiture par un GPS», explique Sami Coll, qui a étudié les informations qu'enregistrent les cartes de fidélité helvétiques dans le cadre de sa thèse. Le développement du cloud-computing est un autre de ces phénomènes. Alors que nos données numériques étaient autrefois stockées sur des ordinateurs personnels, elles sont maintenant enregistrées en ligne dans un «nuage». «Cela permet d'accéder à ses informations personnelles depuis n'importe où», explique Patrick Keller, enseignant à l'ECAL. Ces données auparavant strictement personnelles sont mises à disposition dans un espace numérique qui se trouve à l'intersection entre le privé et le public.



L'exploitation des données personnelles exacerbera les inégalités dans le futur, analyse l'ethnologue spécialiste des nouvelles technologies Nicolas Nova.



Pour le professeur Jean-Philippe Trabichet, le cloud-computing pose des problèmes de confidentialité, car les données mises en ligne se trouvent aux mains des compagnies qui les hébergent.

Les trajets d'un citoyen lambda peuvent également être suivis par des caméras installées dans l'espace public. «Une banque va installer des caméras de surveillance dans une rue pour protéger son établissement, explique Patrick Keller. Les actions d'une personne, dans un lieu auparavant libre de droit, vont appartenir à une compagnie privée. L'espace public se fait ronger par cette privatisation.» Aujourd'hui, comble de ce phénomène, même les CFF installent des caméras dans leurs trains. Eliane Schmid, porte-parole du préposé fédéral à la Protection des données, explique aussi qu'un nombre croissant de drones surveillent l'espace public helvétique: «Ces appareils volants équipés de caméras coûtent moins cher et sont plus nombreux aujourd'hui. Des voisins en achètent pour surveiller leur quartier.» L'armée suisse en possède 25 et compte en acquérir six de plus d'ici à 2015.

David Giauque, professeur à l'Idheap, estime que l'affaiblissement de la sphère publique remet en cause le rôle de l'Etat: «Une idéologie s'impose depuis quelques années, qui stipule que le privé fait plus de bien à la société. Le rôle du public est minimisé au nom de cette idée.» Les partenariats entre les secteurs public et privé – les PPP – sont de plus en plus loués par

les politiciens. «Le stade de la Maladière à Neuchâtel, la gare de Zurich et le stade de la Praille à Genève sont des exemples réussis de cette collaboration, souligne l'expert. On estime également que le privé va apporter ce qui manque au public, comme l'esprit d'initiative, plus d'innovation ou une capacité à mieux jouer avec les règles, à être moins carré.» A cela s'ajoutent les contrats de prestations que l'Etat accorde à d'autres entreprises: «Depuis la crise de 2008, de plus en plus de services sont délégués à des sociétés privées.» En Suisse romande, près de 165 communes sous-traitent une partie de la surveillance de leur territoire à des agences de sécurité comme Securitas. Dans le même registre, les universités touchent plus de fonds privés. Le budget de l'Université de Genève est ainsi constitué de 5% de fonds privés; celui de l'EPFL de 10%, une aide qui a permis à l'institution d'ouvrir une série de nouvelles chaires: Ferring Pharmaceuticals vient d'annoncer qu'elle allait financer une unité de recherche sur les lacs. En 2012, l'Université de Zurich a reçu un don de 100 millions de francs de la part d'UBS.

Une ère de surveillance absolue

Le traçage des données produites par ces nouvelles technologies augure une nouvelle ère de surveillance absolue, dont même George Orwell n'aurait pas rêvé. «Nous sommes traqués, et nous ne sommes plus autonomes», dénonce Kazys Varnelis. Eliane Schmid met en garde contre l'appétit des géants d'internet: «Les sociétés comme Google ou Amazon enregistrent tout ce qu'ils peuvent savoir sur leurs utilisateurs. Jamais les sociétés et l'Etat n'ont disposé d'autant d'informations sur les consommateurs et les citoyens.» Le cloud-computing pose le même genre de questions. «Nous mettons en ligne des données privées. Nous avons l'impression qu'elles sont à l'abri, mais elles se trouvent en réalité aux mains des compagnies qui les hébergent», avertit Jean-Philippe Trabichet. «Nous avons l'illusion que ces informations sont protégées et enregistrées dans plusieurs endroits à la fois, poursuit Patrick Keller. Ce qui est faux. Ces données sont conservées dans le serveur d'une société précise.» Mais, pire encore, l'exploitation de ces informations exacerbe les inégalités. Les connectés deviennent plus connectés. Les riches sont plus riches. «Il

est aujourd'hui possible d'obtenir un rabais sur un produit qui enregistre vos données. Une voiture coûte par exemple moins cher si son producteur peut enregistrer ses données de géolocalisation», indique Nicolas Nova, un ethnographe spécialisé en nouvelles technologies à la Haute école d'art et de design (HEAD). Cette discrimination introduit une société «où ceux qui peuvent payer ne sont pas tracés, et où les moins riches le sont.»

Ce qui, à long terme, creuse les inégalités. «L'exploitation des données en ligne permet de créer des profils de plus en plus précis des consommateurs, observe Sami Coll. Les produits qui leur sont proposés via le marketing électronique sont alors toujours les mêmes. Les compagnies analysent votre profil, et vous proposent des produits qui correspondent à vos goûts, jamais autre chose. Par exemple, un fan de la *Star Academy* sera condamné à n'écouter que cette musique et ne sera plus exposé à du Mozart, ce qui aurait permis à cette personne de changer ses goûts, et même de changer de classe sociale.» Ce phénomène aboutit à une société atomisée: «Le web compartimente les individus, qui vont consommer le même type de produits indéfiniment, ajoute le sociologue. Au final, les gens ne parlent plus la même langue. Les classes restent entre elles. La mobilité sociale est entravée.»

Moins de contrôle démocratique

David Giavaque met en garde contre l'implication du privé au sein du public: «L'Etat délègue de plus en plus de services, à l'image des transports publics, qu'il confie souvent à une entreprise privée.» Le problème? L'Etat doit mettre en place un nombre croissant de garde-fous pour s'assurer que l'intérêt public soit défendu. «Il se dissout et gouverne à distance. Le contrôle démocratique s'effrite et la sphère publique n'arrive plus à rendre de comptes aux citoyens», ajoute l'expert. Mais les citoyens peinent à prendre conscience de ces dangers. Beaucoup d'internautes utilisent cet outil «en laissant la clé sur la Ferrari», note Eliane Schmid. «La plupart du temps, cela importe peu aux consommateurs que leurs données soient exploitées, constate Sami Coll. Il existe une part d'inconscience.» Du côté des autorités, on manque de

marge de manœuvre: le préposé fédéral à la Protection des données est responsable de la protection de la sphère privée, mais il ne possède pas de véritables pouvoirs. «Nous pouvons conseiller les organes législatifs, parfois porter plainte devant une cour, mais c'est tout», explique Eliane Schmid. Nicolas Nova estime toutefois qu'il ne faut pas céder à l'alarmisme: «Très souvent, les consommateurs emploient un service de façon débridée, puis ils prennent conscience de leurs abus, et ils reviennent en arrière.»

Tous les experts interrogés s'accordent sur un point: l'Agora, le rôle de l'espace public tel que conçu par Aristote, n'existe plus. «Le public doit trouver un moyen de se réinventer et de se réapproprié l'espace volé par le privé, affirme Patrick Keller.» L'expert propose, par exemple, d'installer plus de réseaux wifi gratuits dans les zones publiques, voire de créer un service de cloud-computing étatique. ☞

Une distinction d'origine bourgeoise

Le terme «vie privée» a été inventé au XVII^e siècle dans les cercles bourgeois. «La notion de l'intime est liée à l'émergence de la culture bourgeoise de la famille, explique Michel Oris, un historien de l'Université de Genève. N'étant pas nobles, les bourgeois établissent cette distinction, qui leur conférait une certaine supériorité morale, pour se distancier des masses populaires.» Au XIX^e siècle, ces valeurs bourgeoises ont été transmises au reste de la population grâce à la scolarité obligatoire. «La vie de famille était devenue totalement hermétique, raconte l'expert. A cette époque, l'homme pouvait battre librement sa femme. La justice intervenait uniquement si quelqu'un était gravement blessé.» L'ère de la vie privée a atteint son apogée entre 1880 et 1950. Exemple frappant: une «femme publique» désignait alors une prostituée. «Durant les 30 Glorieuses, même les femmes d'ouvriers se permettaient d'arrêter de travailler. Rester au sein du foyer est l'idéal de toute cette génération», souligne l'historien. Mais ces valeurs conformistes ont éclaté en mai 1968. «Tout a explosé, explique Michel Oris. C'est à partir de ce moment que les sphères publique et privée ont commencé à s'effriter. L'affichage de son identité sexuelle dans la rue lors des Gay Prides des années 1980 démontre ce changement d'attitude.»